

Islam, violence et démocratie au Proche-Orient. Les islamistes palestiniens face aux défis de l'accord « Gaza-Jéricho »
Islam, Violence, and Democracy in the Near East. Palestinian Islamic Fundamentalists and the Challenges of the «Gaza-Jericho» Agreement

Rachid Tlemçani

Volume 25, Number 4, 1994

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/703390ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/703390ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Tlemçani, R. (1994). Islam, violence et démocratie au Proche-Orient. Les islamistes palestiniens face aux défis de l'accord « Gaza-Jéricho ». *Études internationales*, 25(4), 781–793. <https://doi.org/10.7202/703390ar>

Article abstract

On September 13, 1993, the Jewish state signed a peace agreement with the PLO dealing with the Gaza Strip and Jericho. This historic agreement quickly raised hopes throughout the world because it brought an end to relations of hostility between two peoples coveting the same land. On the ground, however, due to the intransigence of the Israeli government, the situation has rapidly deteriorated between Muslim fundamentalists and Jewish settlers. The Islamic fundamentalist movement is attempting to hinder implementation of the Oslo agreement by acts of violence. A year after the signing of the Oslo agreement, it is worthwhile to begin with an overview of Palestinian Islamic fundamentalist groups and the many challenges of the "Gaza-Jericho" agreement. Such a study, in opposition to a simplistic view, does not allow us to perceive the Islamic fundamentalist movement as being a single homogeneous entity with a ready-made ideology and well-defined courses of action. The largest Islamic movement, Hamas, is willing, for example, to take part in the future election in contrast to the discourse it has held up to the present time.

Hamas' opposition to the peace plan ultimately comes down to a struggle for control over the institutions of the future "Palestinian State". In the final analysis, the split between Fatah and Hamas, and between democrats and Islamic fundamentalists in Arab countries, reflects two populist variants arising from an authoritarian system.

Islam, violence et démocratie au Proche-Orient

Les islamistes palestiniens face aux défis de l'accord «Gaza-Jéricho»

Rachid TLEMÇANI*

ABSTRACT — Islam, Violence, and Democracy in the Near East. Palestinian Islamic Fundamentalists and the Challenges of the «Gaza-Jericho» Agreement

On September 13, 1993, the Jewish state signed a peace agreement with the PLO dealing with the Gaza Strip and Jericho. This historic agreement quickly raised hopes throughout the world because it brought an end to relations of hostility between two peoples coveting the same land. On the ground, however, due to the intransigence of the Israeli government, the situation has rapidly deteriorated between Muslim fundamentalists and Jewish settlers. The Islamic fundamentalist movement is attempting to hinder implementation of the Oslo agreement by acts of violence.

A year after the signing of the Oslo agreement, it is worthwhile to begin with an overview of Palestinian Islamic fundamentalist groups and the many challenges of the "Gaza-Jericho" agreement. Such a study, in opposition to a simplistic view, does not allow us to perceive the Islamic fundamentalist movement as being a single homogeneous entity with a ready-made ideology and well-defined courses of action. The largest Islamic movement, Hamas, is willing, for example, to take part in the future election in contrast to the discourse it has held up to the present time.

Hamas' opposition to the peace plan ultimately comes down to a struggle for control over the institutions of the future "Palestinian State". In the final analysis, the split between Fatah and Hamas, and between democrats and Islamic fundamentalists in Arab countries, reflects two populist variants arising from an authoritarian system.

Le 13 septembre 1993, l'État hébreu a signé avec l'OLP un accord de paix intitulé, «Déclaration de principes sur les arrangements intérimaires d'autonomie», sur la Bande de Gaza et à Jéricho. Signé à Washington, cet accord historique a suscité rapidement un espoir dans les milieux occidentaux au sujet des perspectives de prospérité économique, de stabilité politique et de paix dans toute la région. Il est question de créer un marché commun proche-oriental prospère en l'an 2020 afin de remplacer les relations d'hostilité entre deux peuples convoitant la même terre.

* Directeur des Études arabes, professeur en Relations Internationales à l'Institut des sciences politiques et des relations internationales, Alger.

Mais sur le terrain, la situation s'est rapidement détériorée entre l'OLP et le gouvernement israélien d'une part, et entre islamistes et colons juifs d'autre part. À peine deux semaines après le 13 septembre 1993, l'armée israélienne a lancé une vaste opération de ratissage dans la Bande de Gaza. Cela dénote certainement que l'application de l'Accord sur le terrain ne sera pas une tâche aisée. De par les arguties et les ambiguïtés juridiques¹, selon Dr. Samir Abdallah, membre de la délégation aux négociations de Washington, et l'un des responsables au Conseil économique palestinien pour le développement et la reconstruction (Palestinian Economic Council for Development and Reconstruction, PEC DAR), «l'accord est de mauvaise qualité, il ne pourra être appliqué que par la violence²».

L'accord intérimaire d'autonomie qui fut finalement paraphé sous la pression du nouvel ordre militaire issu de la guerre du Golfe de 1991³ plutôt que sous celle de la légalité internationale et des résolutions des Nations Unies⁴, ignore de nombreux points sensibles. De ce fait une opposition hétéroclite dominée par les islamistes s'est rapidement constituée pour entraver son application. Pour ces Palestiniens, les points de litige, notamment le droit de retour des Palestiniens expulsés de leur terre depuis 1948, la question du statut de Jérusalem et les implantations de colonies, sont loin d'être insignifiants parce que leur survie en tant que communauté et peuple en dépend grandement.

En effet, depuis la «révolte de la pierre», décembre 1987, le mouvement islamiste qui a pris rapidement de l'ampleur dans la Bande de Gaza et en Cisjordanie, tente par des actes violents, sporadiques, soutenus par des déclarations incantatoires et enflammées de remettre en cause d'une part les acquis du mouvement national palestinien et d'autre part la *pax americana*. Se plaçant à la croisée des chemins, les Islamistes professent ouvertement une nouvelle problématique de lutte pour la création d'un État indépendant palestinien. Ils situent cet accord, du moins selon les déclarations de leurs responsables, dans

1. Il semble que la médiocrité des résultats obtenus aux négociations secrètes d'Oslo tient dans une certaine mesure à l'incompétence technique de l'équipe de l'OLP. Cette dernière discutait en anglais mais les membres ne maîtrisaient pas très bien la subtilité en matière juridique. Les deux principaux experts juridiques de l'OLP n'ayant pas pu participer aux négociations d'Oslo en signe de protestation, les émissaires palestiniens devaient par conséquent affronter seuls les experts du ministère israélien des Affaires étrangères habitués à ce type de négociations. Ce n'est guère un hasard si des divergences sur l'interprétation du texte de l'accord sont apparues ainsi dès les premiers jours de son application.
2. Paul EUZIERE, «Scepticisme persistant dans les territoires occupés», *Le Monde Diplomatique*, juin 1994.
3. Rachid TLEMÇANI, «USA: Logique impériale et nouvel ordre militaire», *Hebdo Libéré*, no. 61-63, juin 1992, Alger.
4. Le 25 avril dernier, le Dr. Haider Abdel Shafi, chef de l'équipe palestinienne aux négociations de Washington, rendait public un mémorandum, au nom de 23 personnalités, dans lequel les auteurs faisaient savoir que «le contenu des accords conclus, et notamment celui du Caire, nous donne des raisons de croire qu'Israël est en fait parvenu à contourner les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité sur lesquelles est fondé l'ensemble du processus de paix». *Jérusalem Post*, 29 avril 1994.

une perspective de confrontation stratégique et civilisationnelle avec «l'impérialo-sioniste allié au groupe de Yasser Arafat».

Une année après la signature de l'accord d'Oslo, il est peut-être opportun de faire un état des lieux des groupes islamistes face aux multiples défis de cet accord. Le mouvement islamiste déploie-t-il réellement une nouvelle stratégie de lutte dans un contexte régional et international en pleine mutation? Quels sont les véritables enjeux de la violence en cours dans les territoires? L'opposition à l'application de l'accord d'Oslo, malgré les multiples insuffisances de cet accord, n'est-elle pas en dernière instance une lutte sournoise, particulièrement entre *Fatah* et *Hamas*, pour le contrôle de la nouvelle institution palestinienne?

I – Émergence de l'islamisme palestinien et Israël

C'est après la destruction de la machine militaire palestinienne au Liban en 1982, que le courant islamiste commence à devenir une nouvelle donne incontournable, en termes d'organisation et de sympathie au sein de la population palestinienne des territoires occupés. Les islamistes ont su rapidement capter à leur profit le profond désarroi qui s'est abattu sur la population après l'agression israélienne au Liban et la dispersion par la suite de quelque 20 000 combattants de l'OLP à travers 8 pays arabes. À ces déchirements, il faut ajouter les divisions au sein de l'OLP qui ont conduit au ralliement aux islamistes des militants de *Fatah* et des autres groupes laïques. Ces nouveaux «hamassistes» ne cachaient plus leur sympathie à l'égard des islamistes qui se sont avérés très efficaces pour secourir les laissés-pour-compte des territoires occupés. Plus important, l'on constate une sorte de frustration chez les jeunes Palestiniens, nés sous l'occupation militaire, d'avoir été «trahis» par leurs aînés contrôlant les appareils du mouvement de libération. Pour cette jeunesse, la force motrice de l'*Intifada*, l'OLP devait mettre en œuvre une stratégie militaire offensive au Liban quand les Palestiniens étaient présents aux frontières de l'«ennemi»⁵.

Fidèles aux enseignements de l'Égyptien Hassan Al Banna, fondateur du mouvement des Frères musulmans, les islamistes palestiniens face à l'occidentalisation et à la «coca-colisation» de la vie de tous les jours ont développé une stratégie de l'islamisation de la société «par le bas». Le nombre de mosquées qui était de 77 lors de l'invasion israélienne de la Bande de Gaza et de la Cisjordanie, en juin 1967, était ainsi passé à 600 en 1989. À l'ombre des mosquées, les islamistes ont gagné de l'influence en ouvrant, centres culturels et sociaux, associations médicales et d'entraide. Cantonnant leurs activités aux domaines de l'éducation et du prosélytisme, les islamistes n'avaient pas comme credo le changement brutal et radical de la société et d'ambition révolutionnaire explicite. Ils s'employaient seulement à fournir des palliatifs aux carences de l'occupation militaire dans les domaines sociaux, et à réorganiser,

5. Alain GRESH, «Nouvelles pressions conjuguées sur l'OLP: Le projet palestinien en question», *Le Monde Diplomatique*, septembre 1993.

autour des réseaux de mosquées, une sorte de contre-société qui obéissait aux injonctions des textes sacrés. Ainsi sont-ils rapidement parvenus à être considérés par les populations des territoires, par opposition aux militants laïcs de l'OLP, comme des gens intègres et totalement dévoués au bien public palestinien. L'austérité collective et personnelle figure parmi les premiers commandements des activistes islamistes. Face à la détérioration des conditions de vie dans les territoires occupés, les islamistes se sont cantonnés au «réarmement moral» de la population dans les années 70 et 80.

L'islamisme va donc fleurir sur le terreau fait de désillusions, d'humiliations, de frustrations et du sentiment que le mouvement national a atteint une impasse politique. La situation «de ni guerre ni paix» prévalant depuis les années 80, selon les islamistes, ne peut pas être désamorcée par l'élite traditionnelle. Tous ces facteurs ont conduit les responsables islamistes, comme des «intellectuels organiques» au sens gramscien du terme, à investir rapidement ce nouvel espace psycho-politique à partir de la fin des années 80. Contrairement aux partis de gauche arabes des années 60 et 70, les islamistes puisent la force de leur discours politique dans des références, non pas à l'histoire universelle, notamment française ou soviétique, mais à l'histoire locale.

Comme résultat immédiat de cette «diplomatie silencieuse», les islamistes remportent de substantiels résultats pour la première fois en 1978 et 1979 aux élections des Conseils d'universités de Gaza, de Bir-Zeit et de Nadjah (à Naplouse)⁶. L'expansion de l'islam politique ne concerne pas seulement la Bande de Gaza et la Cisjordanie mais aussi les régions occupées en 1948. À Oum-el-Fahm, deuxième ville arabe en Israël, le Bloc islamique du Cheikh Raid Mahajne a écrasé la liste communiste du maire sortant en 1989. Les islamistes ont aussi remporté la majorité des sièges au conseil communal dans d'autres villages, notamment à Kafr-Kassem, Rahat et Jaljuliya⁷.

II – Les groupes islamistes et l'Intifada

Une semaine après le déclenchement de l'Intifada, paraît le premier communiqué signé *Hamas*. Forgé par les initiales arabes du Mouvement de la résistance islamique, *Hamas* signifie en arabe, en outre, zèle, ferveur. *Hamas* est issu du Collectif islamique, *Al Moujama Al Islami*, association caritative fondée en 1978 par le chef spirituel, le Cheikh Ahmed Yassine, à Gaza. L'association avait un seul objectif, c'est la «*dawa*», le prosélytisme islamiste. L'Intifada a entraîné un changement dans l'appellation, mais aussi dans le but et les méthodes. En s'impliquant dans des actes violents contre l'occupant, les islamistes acquièrent la légitimité politique qui faisait défaut à leurs actions sociales et culturelles. Pour de nombreux Palestiniens, la création d'une telle organisation signifie publiquement une rupture radicale avec un passé de «compromissions» avec l'ennemi.

6. Jean-Paul CHAGNOLLAUD, Les islamistes attendent leur heure, *Arabies*, novembre, 1989.

7. *Le Monde*, 7 avril 1989.

L'expulsion, le 17 décembre 1992, de 415 islamistes, a permis à *Hamas* d'acquérir soudainement une légitimité internationale, tout en renforçant la légitimité locale. Tant recherchée, cette légitimité est d'autant plus puissante qu'elle est acquise non pas à la suite d'actes violents, mais plutôt comme le résultat de la répression israélienne.

La naissance publique de *Hamas* n'implique nullement que ce mouvement est né *ex nihilo* ou qu'il a vu le jour sans préalables secrets et silencieux. Tout comme, elle ne signifie pas que le courant et la pensée islamiques étaient totalement absents de la scène palestinienne. Ce que l'on sait à ce sujet, c'est que la plupart des chefs historiques de Fatah, tels que Abou Djihad et Yasser Arafat au même titre que le président Anouar el Sadate, proviennent aussi de l'Association des Frères musulmans d'Égypte.

Le 18 août 1988, *Hamas* publie une charte dans laquelle il affirme le postulat de base, à savoir, il n'y a pas de coexistence possible avec Israël et exclut toute idée de négociations. L'article 13 de ce document précise cette stratégie: «Ce qui est qualifié de solution de paix ainsi que les conférences internationales pour régler le conflit palestinien sont contraires aux principes du mouvement de la résistance islamique.» Pour se démarquer de l'OLP, *Hamas* publie aussi des communiqués numérotés à l'instar de ceux du Commandement unifié de l'*Intifada* et décide pour lui-même des journées de grève ou d'escalade militaire.

L'expansion de *Hamas* ainsi que des autres groupes islamistes s'est effectuée à une vitesse remarquable. Aux dernières élections des différentes institutions palestiniennes à Gaza ou en Cisjordanie, les islamistes s'adjugèrent environ 40 % des suffrages. Dans les camps universitaires, les lieux privilégiés des luttes palestino-palestiniennes, de Gaza, à Naplouse ou Bir Zeit, plus de 30 % des suffrages sont revenus aux islamistes, notamment à *Hamas*⁸. Aujourd'hui ils dominent les institutions de la promotion du capitalisme palestinien ascendant, notamment les chambres de commerce de Hébron et de Ramallah. Il semble que ces résultats ont conduit *Hamas* à réclamer 40 % des sièges du Conseil National Palestinien (CNP) à son ralliement à l'OLP en décembre 1992.

Le mouvement du Jihad islamique en Palestine est un autre important groupe bien qu'il n'a pas réussi à étendre sa base sociale à l'instar de *Hamas*. Il semble qu'il a vu le jour à Gaza après la guerre au Liban en 1982. Pour ce groupe, «la lutte armée est la condition première de la renaissance de l'Islam». Il se distingue de *Hamas* par des actions spectaculaires et suicidaires contre l'*establishment* militaire israélien. Ces actes violents contre l'occupation traduisent plus fidèlement le principe de l'internationalisme islamique selon lequel l'occupation étrangère constitue l'obstacle majeur à toute réislamisation de la société musulmane.

8. Barghouti IYAD, «The Islamists in the Occupied Territories», in *Middle East Report*, no. 18, juillet-août, 1993, p. 10.

Dirigé par Fathi Charkaki, le *Jihad* a joué un rôle important dans les événements qui ont précédé le déclenchement de l'*Intifada*. Il semble que le *Jihad islamique* tente depuis sa naissance, de faire au sein de son mouvement, une distinction entre les fonctions politiques et les fonctions militaires sur le modèle de l'Armée républicaine irlandaise (IRA). Son aile militaire s'est fait connaître publiquement en organisation en mai 1987, notamment par l'évasion spectaculaire de 6 palestiniens de la prison de Gaza. En pratiquant ce que des experts qualifient de «terrorisme publicitaire», le *Jihad* a réussi à être à la «une» des médias aussi bien israéliens que palestiniens. Cette fraction radicalisée d'une des composantes de l'islam politique a-t-elle été propulsée sur le devant de la scène comme si elle représentait l'ensemble du mouvement ?

Quand l'*Intifada* a atteint son apogée, plusieurs groupes islamiques de moindre envergure que *Hamas* ou le *Jihad*, ont fait leur apparition dans les territoires occupés et en Jordanie. Il s'agit notamment de *Al Tahrir*, (la libération), du *Jihad Islamique-Jérusalem* et l'*Orientation islamique militante*. *Al Tahrir* n'est pas intéressé, contrairement aux autres groupes islamistes, à établir des institutions culturelles ou sociales. Ce groupe est la seule organisation qui ne puise pas sa stratégie dans celle des Frères musulmans. Il développe une vision orthodoxe de l'islam tout en refusant de politiser la religion dans le débat national. Ses militants attendent une armée musulmane pour libérer la Palestine. Cette interprétation pacifique du changement politique est instrumentalisée des fois par *Fatah* contre *Hamas*. Le *Jihad islamique-Jérusalem* est dirigé par le Cheikh Tamimi, résidant à Amman. À la suite d'une polémique avec Yasser Arafat, il décida de créer en 1989 son propre groupe qui appelle au combat systématique contre l'État hébreu. Dans la même année, le cheikh Mounir Chafik crée l'*Orientation islamique militante* composée essentiellement de dissidents de *Fatah*.

Depuis l'accord du 13 septembre, la Jordanie n'est plus à l'abri de la violence islamiste. Le Royaume a découvert aujourd'hui le groupe des *Afghans*⁹, ces «fous de Dieu», aussi déterminés que leurs «frères» algériens ou égyptiens, à semer la panique et le désordre dans le royaume. Le groupe afghan compterait 500 Palestiniens et Jordaniens revenus dans le Royaume hachemite à partir de 1991. Il semble que des membres du Front de l'action islamiste (FAI), le parti légal de la Confrérie des Frères musulmans, ont été impliqués dans les récents attentats terroristes dans le royaume. Cette implication provoque déjà des dissensions au sein du FAI, entre durs et modérés. Ainsi, trois parlementaires, dont le porte-parole, Hamza Mansour, ont révélé l'expulsion de Ziad Abou Ghoneim, membre du comité exécutif du FAI, et porte-parole de la tendance dure. Cette fraction radicalisée du mouvement islamiste prendra de

9. Le nom de *Afghans* évoque les combattants venus de plusieurs pays arabes et islamiques en Afghanistan pour combattre les communistes locaux et leurs alliés soviétiques. Notons qu'ils étaient financés et armés dans les années 80 par une coalition internationale dirigée par la CIA. Selon plusieurs sources diplomatiques concordantes quelque 7 000 à 10 000 afghans sont retournés dans leur pays d'origine à partir des années 90 pour poursuivre la «révolution islamiste».

l'importance, du moins pendant une certaine période, pour tenter d'entraver l'application du récent traité de paix signé entre Israël et la Jordanie.

Ce serait donc tomber dans l'erreur que de percevoir le mouvement islamiste palestinien, à l'instar des autres, comme un tout homogène, doté d'une idéologie achevée et de modes d'actions déterminés. La deuxième erreur, que font de nombreux politologues, consiste à le percevoir comme ayant une base sociale spécifique.

III – Opposition islamiste et lutte armée islamiste

Depuis le début des négociations de paix entamées à Madrid le 30 octobre 1991, tous les groupes islamistes ont commencé en effet à multiplier les déclarations incantatoires sur leur refus à ces négociations. À la veille de la signature de l'Accord d'Oslo sur «Gaza et Jéricho d'abord», les deux principales organisations islamistes, *Hamas* et le *Jihad islamique* ont appelé à une grève générale dans les territoires occupés. Ce dernier groupe affirme dans un tract que : «celui qui signera l'accord sera un traître à l'islam, à la nation palestinienne et aux martyrs palestiniens¹⁰».

Pour *Hamas* ainsi que pour les autres groupes islamistes, il n'est pas concevable de vouloir remettre à plus tard la confrontation avec l'occupant alors qu'elle est *de facto* enclenchée tous les jours dans la rue. C'est donc après plus de deux décennies d'occupation que les islamistes, contrairement à l'OLP, ont inscrit dans leur programme la nécessité de la lutte armée comme l'instrument fondamental pour libérer «toute la Palestine, de la mer au Jourdain». Certains dirigeants islamistes préfèrent même une poursuite de l'occupation israélienne pour pouvoir mener à bien leur résistance armée. Paradoxalement les islamistes palestiniens ont opté pour une stratégie militaire au moment où elle est considérée comme anachronique et incongrue dans le nouvel ordre international en perspective. Notons que le groupe de Yasser Arafat avait jugé, en opposition aux islamistes, de l'opportunité de la lutte armée contre Israël dès la fin des années 1950. «Nous avons été les premiers à nous engager dans la lutte armée», souligne un des négociateurs palestiniens à Washington, Fayçal Husseini, en rétrospective, «alors que les autres avaient peur¹¹».

Selon les informations des services secrets israéliens, l'aile armée de *Hamas*, les *moudjahidine de Azzedine Al Qassam*, est composée seulement de quelques centaines de personnes et équipée d'un armement léger tandis que l'État hébreu, comme il est admis, constitue la première puissance militaire dans la région. La puissance de frappe militaire israélienne est non seulement supérieure à celle de tous les groupes palestiniens mais aussi à celle de tous les États arabes réunis. En plus clair, le rapport militaire est loin d'être favorable aux islamistes palestiniens et par conséquent, contrairement à ce que prônent les extrémistes israéliens, il n'y a aucune menace sérieuse sur l'existence

10. *L'Opinion*, 12 septembre 1993, Alger.

11. *El Watan*, 5 décembre 1993, Alger.

israélienne¹². Pourquoi les islamistes prêchent-ils la voie militaire alors qu'ils ne disposent pas de moyens conséquents ?

Sur le terrain, *Hamas* n'a pas hésité à s'allier, paradoxalement, aux formations marxisantes de Georges Habache et Nayef Hawatmeh. Les dix formations opposées à l'accord ont multiplié réunions et communiqués. À l'issue d'une de ces réunions, on a créé l'Alliance des fractions palestiniennes opposées à l'accord d'Oslo. Du fait que l'Alliance soit basée à Damas, le président syrien Hafadh Al Assad, qui avait noyé dans le sang la révolte des islamistes syriens en 1982¹³, pourrait instrumentaliser cette opposition afin d'accroître son pouvoir de négociation pour finaliser le traité de paix en cours avec les Israéliens. Tout compte fait, l'Alliance ne s'est pas distinguée sur le terrain par une nouvelle stratégie de lutte pour faire avorter le plan de paix en dépit du fait que le premier ministre israélien Rabin s'est montré plus intransigeant à chaque réunion lors des négociations.

Il semble que les dirigeants islamistes ont mis en œuvre finalement une double stratégie pour construire un État islamique palestinien dans n'importe quelle partie de la « Palestine libérée ». En effet il ressort des débats agitant les islamistes une séparation de l'engagement idéologique en faveur du *Jihad* (lutte armée) de son application pratique. La dimension politique de la lutte armée est destinée à la population, à bout de souffle, après 6 ans d'*Intifada*. L'objectif ultime de l'utilisation de la lutte armée dans les territoires occupés est de permettre à *Hamas* de gagner de nouveaux adeptes au sein des « enfants de la pierre » afin de se substituer éventuellement à l'OLP. Dans cette perspective, les tractations et les tergiversations des négociations entre l'OLP et le gouvernement israélien consolident les extrémistes palestiniens. On prête parfois au premier ministre israélien Itzhak Rabin l'intention de suivre une stratégie de négociations ayant pour but d'affaiblir Yasser Arafat et de l'amener à faire davantage de concessions et de porter ainsi atteinte à son crédit aux yeux de son peuple .

Par contre, la dimension religieuse de la lutte armée a pour objectif essentiel de capitaliser cette légitimité politique au sein de l'opinion publique internationale. Les islamistes sont donc plus conscients des rapports de force internationaux et locaux que ne laissent entrevoir leur credo idéologique et leurs déclarations incantatoires. De nombreux dirigeants sont même convaincus qu'un accord de paix entre Israël et l'OLP sera en définitive conclu malgré

12. À cet égard, le premier ministre Itzhak Rabin en s'adressant aux dirigeants du Likoud et de l'extrême-droite à la veille de la signature de l'accord d'Oslo s'est interrogé sur la menace islamiste : « Comment peut-on faire croire aux juifs, possédant une armée comme la nôtre, qu'il y a une menace sur notre existence ? » *L'opinion*, 11 septembre 1993, Alger.

13. En février 1982, des émeutes ont éclaté à Hama, une ville de 200 000 habitants située à quelque 200 kilomètres au nord de Damas. Les affrontements entre une opposition composite dominée par les islamistes et les forces armées ont duré plus de deux semaines. Au terme de cette insurrection, 5 000 à 10 000 civils furent tués, le quartier Al Hadrah, complètement rasé, et les dégâts matériels se montèrent à plus de 500 millions de dollars. Voir, Alasdair DRYSDALE, « The Assad Régime and its Troubles », *Middle East Report*, no. 110, novembre-décembre, 1982.

l'enlèvement des négociations. Ils se préparent ainsi aux prochaines élections. Pour les dirigeants de *Hamas*, il ne s'agit plus de conquérir les appareils de l'OLP, par le biais de l'entrisme, comme ce fut le cas des communistes arabes. Il s'agit plutôt de mettre en place un «autogouvernement» dans toute parcelle des territoires occupés tout en poursuivant le «réarmement moral» de la population. Ce réarmement se trouve d'autant justifié que les dividendes de la «paix des braves» n'ont pas été encore octroyés aux Palestiniens. Leurs conditions de vie, entre-temps, se détériorent davantage chaque jour. Les 2,4 milliards de dollars d'aide étrangère promise tardent à venir en raison, semble-t-il, de nombreux problèmes «techniques¹⁴».

Il semble que les dirigeants de *Hamas* sont conscients des aspirations profondes des Palestiniens à la paix, ils jouent par conséquent la carte d'un certain pragmatisme plutôt que de plonger les Territoires dans une guerre civile. Fin avril 1994, ce mouvement a accepté de signer un pacte de non-agression avec le *Fatah* à Gaza et depuis, les discussions se poursuivent. Le leader de *Hamas*, Marwan Barguthi a déclaré à *Jerusalem Post* que les négociations se poursuivent entre le *Fatah* et *Hamas* dans la perspective des futures élections municipales.

Dans cette perspective, selon Iyad Barghouti, professeur de sociologie à l'Université de Al Najah (Naplouse), les islamistes n'auront pas la majorité des suffrages lors des prochaines élections. Cette hypothèse vient d'être confirmée par un sondage publié récemment par le Centre de Recherche des Études de la Palestine, Paris, leur attribuant seulement 13 % des suffrages. Cette analyse reposant sur les préceptes méthodologiques du néo-orientalisme ne s'avérait probablement pas concluante au regard de l'expérience islamiste algérienne ou jordanienne en dépit du fait que la société palestinienne véhicule des traditions séculières plus développées que dans les pays arabes. Cette approche fait peu de cas de la réalité, car ce sont les acteurs de la mobilisation islamiste qui ont développé le tissu associatif très dense, y compris les femmes. L'islamisme en tant que nouvelle idéologie politique représente une rupture systématique et brutale du statu quo et il s'est avéré dans plusieurs instances qu'il est plus puissant que le nationalisme des années 50.

IV – Le massacre d'Hébron et la question des colonies juives

Du côté israélien, les courants extrémistes et racistes, tel le groupe Goush Emounim, qui accusent le gouvernement Rabin de trahison, ont manifesté leur réprobation à toute forme de négociations avec les Palestiniens. Ils sont prêts à utiliser tous les moyens, y compris la violence, pour entraver l'application de l'Accord du 13 septembre 1993. Leur violence a atteint un paroxysme lors du massacre d'Hébron, en Cisjordanie, en février dernier. Cinquante-neuf morts et des dizaines de blessés, tel est le bilan du massacre perpétré à Hébron où un colon juif a ouvert le feu sur les Palestiniens dans la mosquée du Tombeau des

14. Sara ROY, «Reconstruire le Proche-Orient: La prospérité ou l'affrontement», *Le Monde Diplomatique*, août 1994.

patriarches¹⁵. Cette tuerie a soudain fait prendre conscience du danger que représentent les implantations juives¹⁶ dans lesquelles sont entreposés d'importants stocks d'armes placés sous la responsabilité d'officiers demeurant dans ces colonies.

En raison des menaces que cette présence fait peser sur la sécurité des populations arabes, les Palestiniens avaient insisté pour que l'on débâte du problème des implantations dès la première phase des négociations. L'inquiétude des Palestiniens n'a cessé de grandir depuis lors et le massacre d'Hébron aura malheureusement confirmé le bien-fondé de ces craintes. L'accord d'Oslo prévoit que ce dossier ne sera examiné que dans la seconde phase des négociations. De crainte de heurter brutalement les tenants de la sécurité d'Israël au détriment de ceux de la paix, Itzhak Rabin n'avait pas profité en effet de ce massacre pour ébaucher une solution aux problèmes des implantations, comme l'y incitaient de nombreux ministres. Bien au contraire, il avait réitéré sa promesse selon laquelle aucune implantation ne serait démantelée pendant la période intérimaire¹⁷.

Depuis ce massacre, la question qui se pose avec une nouvelle acuité est de savoir si l'État hébreu est capable d'assurer ses obligations de protection à l'égard de deux millions de Palestiniens car les colons sont autorisés légalement à porter des armes. La commission d'enquête sur le massacre d'Hébron a révélé ce qui avait été si longtemps nié quant aux pratiques de l'armée. Les soldats servant dans les territoires occupés ont pour ordre de ne pas tirer sur un colon juif, même si celui-ci tire sur des Palestiniens. En outre, le départ des soldats israéliens de Gaza et de Jéricho ne fait pas oublier qu'une partie de l'armée reste présente à proximité des colonies, tandis que s'y poursuivent les travaux de construction d'infrastructures. Pour *Hamas*, cette présence est un obstacle majeur à la poursuite des négociations de paix. Il a d'ailleurs fait savoir qu'il renoncerait à la voie militaire si les autorités israéliennes abrogeaient les quelque mille décrets militaires adoptés depuis 1967 et se retireraient des zones d'autonomie palestinienne. Mais, selon l'accord du Caire du 4 mai 1994 sur l'autonomie de Gaza et à Jéricho, les lois militaires resteront en vigueur durant la période intérimaire de cinq ans, et les zones autonomes seront maintenues sous le contrôle du régime d'occupation. Que se passera-

15. Ce lieu, où selon la Bible, sont enterrés Abraham, son fils Issaâc et le fils de ce dernier, Jacob, est vénéré à la fois par les juifs et les musulmans. Selon la tradition, Abraham, Issaâc et Jacob ont été enterrés dans une grotte à Hébron. Cette grotte se trouve à l'emplacement d'une construction funéraire, érigée par le roi Hérode vers l'an 20 avant Jésus Christ, et qui constitue la base du tombeau des patriarches. Depuis cette tuerie, une commission d'enquête israélienne a recommandé la fermeture de la mosquée.

16. Il s'agit de 155 colonies juives, regroupant quelque 125 000 colons et sans compter 155 000 Israéliens qui se sont établis dans la partie arabe de Jérusalem. Un partage des terres entre Palestiniens et Israéliens, en Cisjordanie, est pratiquement impossible. L'accord d'Oslo a pu être conclu parce que, aux abords de Jéricho, remise aux Palestiniens, il ne se trouve aucune implantation israélienne. En revanche, à Gaza, la plupart des implantations sont concentrées dans une seule région, qui peut donc facilement être séparée du reste du territoire palestinien.

17. *Haaretz*, 15 mars 1994.

t-il, dans ce délai qui reste à courir, avant que l'on en vienne à discuter du sort des colonies à Gaza et en Cisjordanie ?

Entre-temps les violences de part et d'autre se poursuivent dans les territoires. En représailles au massacre d'Hébron, un attentat revendiqué par *Hamas*, a fait six morts et vingt blessés à Hadara. Face aux attentats perpétrés par les islamistes, la police palestinienne, nouvellement installée, est décidée à appliquer « la loi et l'ordre » dans les zones autonomes. Elle a arrêté, pour la première fois depuis le début de l'autonomie, en août dernier, une quarantaine d'activistes. Mais les responsables israéliens ne sont pas pour autant satisfaits de la nouvelle autorité palestinienne car ils l'accusent déjà d'avoir échoué dans la tentative de contenir les extrémistes.

Tout compte fait, il semble que la violence en cours entre islamistes et colons juifs ne sera pas éradiquée totalement dans un proche avenir. À cet égard, rappelons que la violence, armée ou symbolique, a toujours joué historiquement un rôle capital dans la formation de l'État-nation. Les États dans leurs configurations actuelles sont le produit, dans une grande mesure, de la violence. En Europe ou en Amérique, les nations ont été forgées dans le creuset de la douleur : révolution, guerres civiles, conflits ethniques, exode rural et développement économique.

V – État palestinien, Islam et démocratie

Après plus d'un quart de siècle d'occupation et de révolte, les Palestiniens ne veulent pas d'une autorité nationale à laquelle ils ne s'identifieraient pas et qui ne permettrait pas la pluralité des expressions. Or, à la tête de l'OLP, Yasser Arafat a depuis des années pris l'habitude de concentrer tous les pouvoirs entre ses mains et de décider de tout à l'image des autres chefs d'État arabes. Les premières nominations dans son gouvernement auxquelles il a procédé, ont suscité de nombreuses critiques. Dans bien des cas, les Palestiniens de l'intérieur ont le sentiment d'être mis à l'écart au profit des cadres de Tunis et de la diaspora qui n'ont pas la même connaissance, ni parfois la compétence, mais qui font partie des « protégés » du président de l'OLP. Certes quinze des vingt-cinq membres du gouvernement provisoire autonome sont des Palestiniens de l'intérieur, mais Arafat n'a consulté personne pour faire sa liste. Par exemple, il a choisi, pour s'occuper de la Justice, Freih Abou Meddeine, l'ancien président de l'Ordre des avocats dans la Bande de Gaza, qui avait été battu lors des élections professionnelles. Et Arafat s'est adjugé le portefeuille de l'Intérieur en plus de la présidence du PECDAR, embryon de futurs ministères de l'Économie et du Travail, au grand dam des bailleurs de fonds. Au-delà de ce premier « gouvernement », le chef de la centrale palestinienne a procédé, comme « un nouveau prince », à de nombreuses nominations dans tous les domaines.

La constitution de ce « gouvernement provisoire » a provoqué déjà la grogne des « enfants de la pierre ». Ils réclament à présent ouvertement que tous les responsables ne soient plus désignés par cooptation comme jadis mais

élus démocratiquement. Quelque cent vingt personnalités palestiniennes des Territoires ont signé une pétition dans laquelle ils refusent par avance « le pouvoir personnel » de Arafat.

Tous ces indices nous révèlent que le pouvoir palestinien dans les « territoires libérés » sera probablement un pouvoir autoritaire, de type *moukhabarat* (policier) ou islamiste. Dans cette perspective le clivage *Fatah-Hamas* en particulier et entre islamistes-démocrates dans le monde musulman en général n'est en dernière instance qu'une forme de lutte, tous azimuts, pour le pouvoir. L'islamisme et le courant démocrate dans les pays arabes ne sont que deux variantes populistes issues des pratiques autoritaires des régimes politiques.

Ce constat nous ramène à se poser la lancinante question, actuellement au centre des débats, sur la transition démocratique au Moyen-Orient : La démocratie occidentale est-elle compatible avec l'islam ? Les notions de droits de l'Homme, de liberté de représentation, de consultation sont-elles conformes aux principes du Coran ? À l'aube du troisième millénaire, les chefs d'État arabes battent tous les records de longévité. Un récent classement publié dans l'*Economist* montre qu'au Moyen-Orient, l'heure n'est pas encore à la circulation des élites. Le 1^{er} septembre 1994, par exemple, le colonel Mouammar Kadhafi avait célébré un quart de siècle de règne absolu. En Algérie, le régime politique fonctionne toujours avec un personnel politique dont le profil n'a pas changé en dépit du fait que le contexte idéologique et économique est en pleine mutation. Faudrait-il conclure à une « sorte d'exception arabe », liée à une culture congénitalement inapte à la démocratisation ? Question à laquelle le récent ouvrage dirigé par Ghassan Salamé, *Démocraties sans démocrates. Politiques d'ouverture dans le monde arabe et islamisme*, tente de répondre. Tous les collaborateurs à cet ouvrage rejettent la thèse « culturaliste » fondée sur une supposée « différence » de l'islam. Il n'empêche que le monde arabe présente certaines caractéristiques spécifiques qui bloquent la transition vers la démocratie. Selon John Waterbury, la modernisation forcenée des années 60 et 70, reposant sur la manne pétrolière, dont il décrit fort bien le mécanisme, n'a guère produit l'ouverture démocratique. L'État-national s'est construit sur une série d'exclusions et d'ostracismes, la représentation étant pratiquée comme une cooptation de forces et d'individus. La bourgeoisie nationale ou rentière qui dépend directement de l'État, renonce en fait à tout rôle politique manifeste et suit les directives de l'État. Quant à la « lumpen-intelligentsia », bien que formée dans son ensemble dans les grandes universités occidentales, elle n'a pas joué le rôle de fer de lance de la liberté d'expression, à l'instar des dissidents de l'Europe de l'Est. En Algérie, les émeutes sanglantes d'octobre 1988 qui ont mis en branle, pour un temps très bref, une démocratisation radicale et unique en son genre dans le monde arabe, n'ont été provoquées ni par la bourgeoisie ni par l'intelligentsia. Mais ce sont les jeunes exclus du système néo-patrimonial qui ont été les acteurs de ces émeutes sans devenir pour autant les grands bénéficiaires de l'économie de marché en cours. La démocratie limitée au seul champ politique qui exclut de fait les domaines

culturel, linguistique et économique, renforcerait la fragmentation de la société et la détresse psychologique que cela engendre. En fin de compte, n'est-il pas opportun de concevoir une nouvelle approche sur la transition démocratique dans les pays arabes. Dans cette approche, la relation entre réislamisation et démocratisation sur laquelle pivotent toutes les questions de cet important débat, doit être examinée en profondeur afin de déterminer si ces deux phénomènes sont totalement antinomiques¹⁸? En second lieu, elle doit articuler dialectiquement cette relation à la donne géostratégique du monde arabe depuis que ces pays sont soumis, chacun selon ses revenus pétroliers, aux contraintes de l'économie mondiale¹⁹.

18. François BURGAT, *et al.*, *Islamic Movement in North Africa*, Austin, University of Texas Press, 1993.

19. Rachid TLEMÇANI, «Démocratisation et déstabilisation du Monde arabe», *El Watan*, 18-19 mai 1993, Alger.